

pour le moment, le gouvernement a décidé d'inviter les États-Unis à engager des négociations bilatérales sur le commerce. Il se peut qu'il n'y ait pas de négociations si le Congrès refuse d'envisager un accord qui le priverait de la possibilité de menacer le Canada au moyen de projets de loi protectionnistes. Et si les négociations s'amorcent, elles peuvent n'aboutir à rien si Washington exige un prix que nous ne sommes pas prêts à payer. Nous croyons pouvoir conclure une entente qui serait avantageuse pour le Canada. Nous ne nous faisons cependant aucune illusion, et nous savons que les Américains seront des négociateurs intransigeants. Si nous ne pouvons conclure une entente qui soit profitable à l'ensemble du Canada, alors aucune entente ne sera possible.

Il s'agirait de négociations commerciales entre deux États distincts et souverains dont la coopération intelligente peut déboucher sur de nouveaux emplois, stimuler la croissance et assurer une plus grande sécurité économique des deux côtés du 49^e parallèle. Les avantages économiques d'une libéralisation du commerce sont indéniables. Mais nous savons tous que les nations modernes ne se réduisent pas à la chose économique. Le défi consistera à renforcer notre économie et notre souveraineté.

La question de la souveraineté et de l'identité souveraine du Canada n'est pas nouvelle pour moi. Il y a quatre ans, je me suis battu pendant huit longs mois pour faire échec à une mesure constitutionnelle, précisément parce que j'estimais qu'elle allait à l'encontre des intérêts de mon pays. Comme le Premier ministre actuel et bon nombre de mes collègues, je suis entré en politique active pour chercher à concrétiser la vision chère à M. Diefenbaker et j'ai eu l'honneur, il y a un mois, d'annoncer des décisions en matière de souveraineté en vue de garantir cette intégrité du Nord canadien dont M. Diefenbaker se faisait le défenseur.

Je sais de quoi est fait ce pays, je connais sa force, ses contradictions, son sentiment de vulnérabilité. Je considère pour ma part qu'au cours des dernières années, nous sommes devenus plus forts, en tant que communauté nationale, et beaucoup plus sûrs de notre compétitivité.

Le Canada d'aujourd'hui n'est pas ce fragile nouveau venu dans la famille des nations qu'il était à l'époque de la Confédération. Nous sommes parvenus à la maturité et les attentes des citoyens se font plus précises. Il est maintenant temps pour le Canada de s'affirmer davantage, en définissant son identité et ses objectifs.